

Séance publique du jeudi 18 juin 2015

Convoqué le vendredi 12 juin 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 18 juin 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSI, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Bernard TRAVIER..

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Adoption du Contrat de Ville cadre 2015-2020

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La réforme de la politique de la ville, qui s'est matérialisée par la promulgation de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, est conduite dans l'objectif d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines, et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants. A cette fin, elle prévoit l'élaboration puis la mise en œuvre d'un **Contrat de ville de nouvelle génération** pour la période 2015-2020 qui succède au contrat urbain de cohésion sociale (CUCS).

Les nouveaux contrats de ville doivent reposer sur quelques **principes structurants** :

- Un contrat adossé au projet de territoire porté par l'intercommunalité ;
- Un cadre unique pour les enjeux de cohésion sociale, de développement urbain et de développement économique ;
- Une meilleure implication des politiques publiques de droit commun ;
- Une large mobilisation des acteurs (institutionnels, société civile et habitants des quartiers) ;
- Un contrat calé sur le mandat municipal et mieux articulé avec les outils contractuels et de planification (PLH, CPER, programmation européenne,...).

La compétence en matière de politique de la ville incombe depuis le 1^{er} janvier 2015 à Montpellier Méditerranée Métropole. Il n'en demeure pas moins que la Ville de Montpellier sur le territoire de laquelle se situent les 12 quartiers prioritaires retenus par l'Etat, conserve un rôle clé dans l'élaboration et la mise en œuvre de ce nouveau contrat de ville.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 fixe la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains et ainsi les limites des **12 quartiers montpellierains classés en politique**

de la Ville : Mosson, Celleneuve, Petit Bard – Pergola, Cévennes, Pas du Loup – Val de Croze, Gély, Figuerolles, Lemasson, Vert-Bois, Aiguelongue, Près d'Arènes et Pompignane.

Le contrat de ville cadre a été élaboré sur la base d'une démarche partenariale, interinstitutionnelle.

Conformément aux attentes de l'Etat, il repose sur 3 piliers :

- **Cohésion sociale ;**
- **Cadre de vie et renouvellement urbain ;**
- **Développement de l'activité économique et de l'emploi.**

3 approches transversales :

- le soutien à la jeunesse ;
- l'égalité entre les femmes et les hommes ;
- la lutte contre les discriminations ;
- la lutte contre les toutes les formes de communautarisme.

7 pôles stratégiques métropolitains :

- Santé ;
- Numérique ;
- Transport, Mobilités ;
- Agro-écologie, Alimentation ;
- Développement économique, Tourisme, Industrie ;
- Culture, Patrimoine, Université ;
- Égalité des chances, Développement social, Citoyenneté.

En ce sens, le contrat de ville se nourrit du projet social, économique et territorial métropolitain tout en l'irrigant lui-même par la prise en compte de préoccupations que la Métropole doit intégrer. **Ces préoccupations s'expriment à travers 4 principes intégrateurs des quartiers prioritaires dans le projet métropolitain :**

- Une métropole inclusive ;
- Une métropole citoyenne ;
- Des quartiers attractifs ;
- Une métropole innovante.

Après une phase de diagnostic et de réflexions partagés organisé autour de 6 problématiques repérées (Jeunesse, réussite éducative et mixité dans les établissements scolaires, Parcours résidentiel et politique de peuplement, Développement économique / renouvellement urbain, Insertion, formation, emploi et parcours professionnels adaptés, Tranquillité publique et cadre de vie, Accès aux droits et aux services de santé, sportifs et culturels), les priorités stratégiques suivantes ont été arrêtées:

- 1. Rapprocher les activités économiques des quartiers.** Le développement économique dans et pour les quartiers prioritaires doit être significativement amplifié pour contribuer de manière volontariste à la création d'emplois. L'action déterminée des partenaires du contrat doit viser le développement de l'activité, au sein même des quartiers, ainsi qu'en greffe sur leurs franges et en confortement des pôles économiques qui les environnent.
- 2. Responsabiliser les entreprises pour refonder le dispositif d'insertion.** La lutte contre le chômage est un thème majeur. Une multitude de dispositifs existent dont les résultats peuvent être améliorés. Il convient d'une part de mettre en place une coordination des acteurs appuyée sur le pilotage du Contrat de ville et d'autre part de connecter toutes les démarches à l'économie réelle en impliquant activement l'écosystème économique. L'emploi et les richesses sont générés par les entreprises : les acteurs économiques doivent être associés pour renforcer l'insertion professionnelle des habitants, dans le cadre du Contrat de ville.
- 3. Mobiliser l'ensemble des communes et des quartiers de la Métropole en faveur d'une véritable mixité de l'habitat, afin de contribuer à l'équilibre social du territoire.** Les opérations passées de

renouvellement urbain ont montré toutes les difficultés et limites rencontrées pour mettre en œuvre le droit au logement pour tous à l'échelle communale ; promouvoir la mobilité résidentielle et assurer la mixité dans tous les territoires de la Métropole, voire jusque dans chaque résidence sociale, est une priorité forte du contrat de ville.

4. **Renforcer aussi la mixité dans les établissements scolaires de la maternelle au collège.** C'est une condition indispensable pour favoriser la réussite scolaire de tous les élèves et améliorer le vivre ensemble sur le terrain. Un engagement fort est nécessaire pour expérimenter l'adaptation de la carte scolaire sur un territoire à définir et mettre à disposition tous les moyens pour rendre attractifs les établissements concernés.
5. **Engager en priorité le réinvestissement urbain du quartier sud Mosson pour renouveler en profondeur son image et son fonctionnement.** Le nouveau projet national de renouvellement urbain, pour lequel la Mosson a été retenue par l'ANRU, doit être l'occasion de doter le quartier d'un projet de réinvestissement urbain susceptible d'accroître significativement sa mixité, la qualité de son cadre de vie, le « vivre ensemble » et son image. Les objectifs à atteindre sont nécessairement ambitieux : attractivité résidentielle et mixité sociale, intégration d'activités économiques et de services, greffe urbaine, intégration des équipements structurants et de proximité, réduction de la précarité énergétique, réaménagement des espaces publics et privés, liens avec l'environnement naturel et urbain du quartier. Outre ce projet, d'autres opérations de renouvellement urbain pourront concerner d'autres quartiers.
6. **Promouvoir l'attractivité des quartiers par des actions coordonnées et efficaces pour la tranquillité publique et la gestion des espaces publics et privés.** Améliorer le « bien vivre ensemble » en luttant contre le sentiment d'insécurité et les actes d'incivilité, par la présence sur le terrain et la mise en réseau d'une pluralité d'acteurs (médiateurs, policiers, agents des bailleurs...) ainsi que par la mise en place d'une gestion des espaces publics et privés performante qui responsabilise les propriétaires (bailleurs, copropriétés, collectivités...).
7. **Valoriser les talents en contribuant à faire que chaque jeune, chaque femme et chaque homme trouve sa place dans la société et se sente citoyens de la Métropole.** Les jeunes en priorité, doivent faire l'objet de toutes les attentions pour favoriser leur intégration dans la société et dans le territoire. Une politique intergénérationnelle attentive et coordonnée doit également permettre d'insérer durablement leurs parents, en particulier les femmes, celles et ceux qui ne maîtrisent pas la langue française ou se sentent exclus et qui n'accèdent pas aux droits. Les initiatives prometteuses doivent être favorisées, sachant que les quartiers regorgent de talents humains qui ne demandent souvent qu'à être entendus et valorisés.

Ces priorités sont déclinées de manière à aboutir à l'automne prochain à un plan d'actions pluriannuel, chiffré et cofinancé par les signataires du présent contrat de ville cadre, aux côtés de la Métropole: l'Etat, la Ville de Montpellier, le Département, la Région, la Caisse d'Allocations Familiales, le CCAS, Pôle emploi, la Caisse des Dépôts et Consignations, les bailleurs, l'Agence Régionale de Santé, le Rectorat et le Procureur de la République.

Un schéma de gouvernance partenariale du contrat de ville a été adopté à l'occasion de la mise en place du **comité de pilotage du contrat de ville** le 17 décembre 2014. Coprésidé par le Maire – Président de Montpellier Méditerranée Métropole et le Préfet, ce comité de pilotage est composé de quatre collèges :

- le collège des partenaires publics ;
- le collège des acteurs de l'économie et de l'emploi ;
- le collège des partenaires publics de la cohésion sociale et du renouvellement urbain ;
- le collège des conseils citoyens.

Un comité des financeurs et des instances techniques sont prévus dans ce schéma.

L'expertise territoriale et d'usage des conseils citoyens pour lesquels la Ville a délibéré le 22 janvier 2015 et qui seront mis en place dans le courant du mois de juin, sera sollicitée pour la déclinaison opérationnelle territoriale de la stratégie retenue au titre du présent contrat de ville cadre.

Le suivi du contrat et son évaluation porteront en particulier sur le **suivi des engagements des signataires, tout particulièrement en ce qui concerne l'affectation des crédits de droit commun** pour les actions retenues. Au-delà du suivi des engagements financiers, des indicateurs seront mis en place pour **mesurer la réalisation**

et les résultats obtenus par rapport aux enjeux définis dans le présent contrat et des actions précises définies avant l'automne. Ils pourront donner lieu à une évaluation à mi-parcours pour, le cas échéant, ajuster la stratégie d'intervention.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le contrat de ville cadre 2015-2020 de Montpellier Méditerranée Métropole annexé à la présente délibération,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer le contrat de ville cadre 2015-2020 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 19 juin 2015